

26 juillet 2007 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal, sur les relations franco-africaines, notamment en matière d'immigration, à Dakar le 26 juillet 2007.

Question - Bonjour Monsieur le Président. J'ai entendu que Monsieur Nicolas SARKOZY, Président de la République française, va rencontrer l'opposition sénégalaise. Je voudrais savoir quelles en sont les raisons ?

LE PRESIDENT - C'est très simple. En plein accord avec le Président WADE, ils ont demandé à me voir. Je suis là, je les vois. Le Sénégal est une démocratie. Des forces politiques sénégalaises demandent à rencontrer un chef d'Etat en visite au Sénégal, en plein accord avec le Président du Sénégal, je les vois.

Question - Je voudrais reformuler une question que j'ai posée hier à Monsieur SARKOZY à Tripoli, concernant le coton africain. Cette question s'adresse aussi au Président WADE. Quelle suite comptez-vous réserver au souhait exprimé par le Président WADE au nom du Sénégal, du Mali et du Burkina, de racheter les parts de l'Etat français dans le groupe DAGRIS ?

LE PRESIDENT - D'abord, je veux vous dire combien je crois à la production de coton en Afrique, qui est une production écologique, et combien je demande qu'on respecte les producteurs africains. Et on ne les respecte pas, lorsque d'autres pays plus riches subventionnent leurs propres producteurs. J'observe, au passage, que, par rapport à d'autres pays, si ma mémoire est exacte, le Burkina Faso et le Mali, le Sénégal n'est pas le plus important des producteurs de coton. C'est le Burkina Faso qui est le plus important en la matière.

Nous en avons parlé avec le Président WADE. Comme à l'accoutumée, la France sera très attentive aux demandes du Sénégal. Je n'ai pas observé que le Président m'ait indiqué qu'il y avait urgence, même si j'ai noté avec beaucoup d'intérêt la volonté du Sénégal, du Mali et du Burkina de prendre éventuellement, mais c'est à eux de le dire, une participation dans le capital de cette société. Un appel d'offres a été lancé. Puisque nous avons un peu de temps, nous allons y travailler ensemble, main dans la main. Il n'y a pas de blocage du côté de la France. Ce que nous voulons, c'est que l'Afrique puisse vivre dignement de ses matières premières, et le coton en est une.

LE PRESIDENT ABDOULAYE WADE - Je voudrais ajouter effectivement que le Sénégal est un petit producteur de coton. Mais j'ai été mandaté par les autres chefs d'Etat pour traiter cette question, c'est-à-dire nous porter acquéreur des parts de l'Etat français dans la société DAGRIS. Il y a deux événements qui sont survenus depuis, je dirais même trois.

Le premier, c'est la position des travailleurs de DAGRIS qui m'ont écrit pour me demander d'essayer de sauver la situation puisque ils avaient perdu le procès devant les tribunaux et qu'il ne restait que les voies politiques.

Le deuxième élément, c'est qu'un autre repreneur s'est présenté qui a offert trois fois plus que le prix des actions françaises, c'est-à-dire 21 millions d'euros. Alors, va-t-on rouvrir les appels d'offres pour apprécier cette nouvelle offre ? Il y a donc des perspectives dans ces conditions.

Le troisième élément, c'est que le présumé acquéreur actuel, lui-même, a fait le tour des Etats africains pour dire que, dans le cas où DAGRIS lui serait adjugé, il ouvrirait le capital aux sociétés africaines.

Donc, il y a là un certain nombre de possibilités. Nous ne pensons pas qu'il y ait une extrême urgence. Nous allons continuer à en discuter pour trouver la meilleure solution. Quoi qu'il en soit, je crois que le Président SARKOZY a pris une position qui est très claire et qui est très nette. Il l'avait déjà exposée au G8, qui est la défense des « cotonculteurs » africains qui sont victimes des subventions accordées au coton des pays développés, ce qui nous empêche, nous, d'accéder au marché. Nous, nous disons qu'avant l'aide, il y a quand même la justice. La justice, c'est, lorsque nous avons travaillé, de nous voir appliquer le prix réel du marché et non pas des prix subventionnés. Donc, je pense que des perspectives sont ouvertes pour trouver une solution avec DAGRIS, avec la discussion entre la France et nous.

Question - Une question pour le Président WADE. Je voudrais savoir si vous avez discuté avec Monsieur SARKOZY de la candidature de Monsieur STRAUSS KAHN à la tête du FMI. Et si oui, est-ce que vous souhaitez cette candidature qui est déjà celle des Européens ?

LE PRESIDENT ABDOULAYE WADE - Vous savez, nous soutenons la candidature de Dominique STRAUSS KAHN. D'abord parce que c'est le candidat de la France, et ensuite, parce que nous le connaissons. Nous connaissons ses compétences, son ouverture. Nous pensons qu'il sera très attentif aux problèmes du tiers-monde, et, en particulier, aux problèmes africains. En tout cas, nous, le Sénégal, nous le soutenons et nous nous faisons fort d'expliquer à nos collègues africains les raisons pour lesquelles nous soutenons cette candidature.

LE PRESIDENT - Je voudrais remercier le Président WADE que j'ai sollicité. Vous comprenez bien qu'une voix autorisée comme la sienne, Président du Sénégal, cela compte pour faire avancer vers le succès la candidature de Dominique STRAUSS KAHN. Après m'être attaché le soutien de l'Europe, il était très important que la voix du Sénégal puisse s'exprimer de cette façon. Je tiens à en remercier le Président WADE. C'est aussi cela l'amitié, la confiance et le partenariat.

Question - Monsieur le Président, vous dites que le Sénégal est prêt à juger Hissène HABRE, mais vous semblez dire que cela coûte très cher. Est-ce que vous comptez sur la France pour vous aider. Et est-ce que la France est prête à vous aider ?

Une deuxième question. On apprend à l'instant que Dominique PIN, le directeur de l'entreprise AREVA au Niger, vient d'être expulsé du Niger pour atteinte à la sûreté de l'Etat. Or, vous savez que, samedi dernier, plusieurs milliers de manifestants nigériens ont accusé à la fois la Libye et l'entreprise AREVA de soutenir la rébellion touarègue au Nord Niger. Quelle est la réaction du Président SARKOZY ?

LE PRESIDENT WADE - Concernant Hissène HABRE, vous savez que c'est en toute indépendance que nous avons accepté de le juger. Nous aurions pu faire comme d'autres et fuir la question. Mais nous l'avons acceptée parce que l'Afrique nous fait confiance, fait confiance à notre système judiciaire, à nos magistrats. Nos collègues ont pensé que Hissène HABRE pouvait être jugé au Sénégal conformément au droit international et dans le respect de toutes les règles de procédure, dans le respect des droits de la défense et des droits de l'accusation.

Il se trouve que, malheureusement, depuis que nous avons accepté cette mission, il y a eu beaucoup de lenteurs du côté de l'Union africaine, déjà pour nous transmettre la résolution qui a donné compétence au Sénégal. Cela a été très long.

Ensuite, il nous a fallu élaborer un document sur le coût de ce procès. Le premier document a été énorme. Nous l'avons critiqué. Puis, nous avons travaillé avec des ONG qui s'intéressaient à l'affaire. Et finalement, un document a été adopté comme proposition sur le coût du procès et sur le financement. Nous avons déjà le principe de la participation de la France pour le financement de ce procès. Mais ce procès, vous vous en doutez bien, va coûter beaucoup d'argent. Je pense que ce devrait être la communauté internationale qui devrait s'en charger. L'Afrique d'abord, puisque l'Afrique a dit aux Européens, disons aux Belges qu'ils n'avaient pas à se mêler de cette affaire, que c'était une affaire africaine. Donc, il faut que nous-mêmes, nous fassions ce qu'il faut

pour que ce proces ait lieu, que nous participions tres largement a ce financement. Mais, d'un autre côté, il y a des pays qui ont insisté pour que Hissène HABRE soit jugé. Il y a aussi les Nations Unies. Donc moi, ce que j'ai suggéré tout à l'heure au Président SARKOZY, c'est que nous proposons une sorte de commission pour encadrer ce procès, et surtout pour régler les problèmes qui se posent. Il n'y a plus de problème juridique, de compétence. Tout cela est résolu, puisque c'est le tribunal sénégalais qui est saisi. Nous nous sommes déclarés compétents pour juger Hissène HABRE. Mais il y a quand même d'autres aspects qui sont très compliqués, notamment le financement. Peut-être aurons-nous besoin de l'assistance juridique de la France, pour voir comment nous allons mener ce procès qui est quand même très compliqué. Il y aura peut-être des milliers de témoins. Il y aura ce que l'on appelle le transport en droit pour aller à N'Djamena faire des enquêtes et peut-être en Belgique ou ailleurs. Donc, ce n'est pas une petite affaire. Je demanderai à notre ministre de la Justice de voir avec les autorités françaises comment nous pouvons avoir une aide juridique dans l'approche même de ce procès.

LE PRESIDENT - Je veux dire que ce procès est essentiel. D'abord parce qu'il montre que l'impunité, c'est terminé. Et deuxièmement, parce qu'il est très important que les Africains gèrent eux-mêmes les sorties de crise de cette nature. J'en ai parlé avec la Secrétaire d'Etat, Rama YADE. Et j'ai dit au Président WADE que la France aiderait le Sénégal par des conseils techniques et par des dotations financières. Car il n'y a aucune raison que le Sénégal assume seul le poids financier de ce procès. Par parenthèses, le fait que ce soit au Sénégal que l'on juge un ancien dictateur est un hommage rendu à la démocratie sénégalaise et au rôle du Président WADE. Donc la France le soutiendra.

Sur la seconde question, je vais me renseigner avant de porter un jugement définitif sur une crise dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle est complexe.

Question - Permettez-moi une question sans rapport avec votre déplacement ici. Comptez-vous vous rendre à l'arrivée du Tour de France sur les Champs Elysées dimanche ? Et quel regard portez-vous sur cette épreuve sportive frappée par le dopage ?

LE PRESIDENT - Je soutiens les organisateurs du Tour de France parce qu'ils ont le courage de mettre dehors les tricheurs. Imaginez que je ne les soutienne pas. Cela voudrait dire que je ne soutiens pas les gens qui prennent leurs responsabilités en renforçant les contrôles anti-dopage. Arrêtons l'hypocrisie ! Cela fait des décennies que cela durait. Enfin, nous avons des gens déterminés : Monsieur Christian PRUDHOMME et Monsieur Patrice CLERC. Je les soutiens. Quant à savoir si je serai dimanche à l'arrivée du Tour de France, sachez que si je n'y suis pas, c'est que je serai devant ma télévision. Comme je suis déjà allé sur le Tour, cela n'aura pas de signification que j'y aille ou non. Mais le plus important, c'est que j'apporte tout mon soutien aux organisateurs pour débarrasser le Tour des tricheurs.

Question - Ma question s'adresse au Président français, Nicolas SARKOZY. Ici, au Sénégal, quand on parle de Nicolas SARKOZY, les gens pensent immédiatement aux charters. Ici, il y a des milliers de Sénégalais qui, chaque mois, se jettent dans la mer pour se rendre en France. Quel discours tenez-vous à ces jeunes ? Est-ce que les lois contre l'immigration vont se durcir davantage ?

LE PRESIDENT - Je vous remercie de poser cette question. J'aurai l'occasion de parler de tout ceci tout à l'heure, lors de mon discours à l'Université Anta DIOP. Je voudrais néanmoins vous dire une chose : vous savez, je suis comme le Président WADE, je suis franc. Savez-vous quel a été, en 2006, le pourcentage de visas acceptés par la France, par rapport aux demandes provenant du Sénégal ? Près de 83%. Peut-être auriez-vous pu poser la même question en vous félicitant également des 83% des visas qui sont accordés, car je ne suis pas sûr que tous les pays du monde fassent autant que la France. En 2004, c'était à peine plus de 60%. C'est une première remarque et c'est un premier chiffre sur lequel je vous invite à méditer.

Par ailleurs, nous partageons, avec le Président WADE, la même préoccupation : le jour où toutes vos élites seront en Europe, qui construira le développement ici en Afrique ? Quand on pense qu'il y a plus de médecins béninois en France qu'au Bénin. Qui peut se satisfaire de cela ? Ce n'est pas comme cela que l'on va améliorer la santé des Africains ? Savez-vous combien nous avons d'étudiants sénégalais en France à l'instant où je parle ? Près de 10 000. C'est la

nationalité la plus représentée dans nos universités. Mais à quoi cela servirait-il de les garder pour nous ? Ces étudiants formés doivent revenir au Sénégal. Nous avons d'ailleurs, avec le Président WADE, amélioré le système avec la carte « compétences et talent ». Dans mon esprit, la formation, ce n'est pas simplement les études universitaires, c'est également le droit à une première expérience professionnelle.

Je voudrais dire avec force que la France n'a pas à rougir, qu'elle est très heureuse et qu'elle continuera de faire tout cela. En 2006, nous avons signé sous l'autorité personnelle du Président WADE, un accord qui a été complété par la visite du Ministre de l'immigration, de l'identité nationale et du co-développement, Monsieur HORTEFEUX, et qui fonctionne au mieux. Je crois que les chiffres que j'ai donnés interdisent toute exploitation politique sur ce sujet. La France est un pays ouvert. La France est un pays généreux. La France aime l'Afrique. La France n'a pas l'intention de piller les universités africaines. La France a le courage de parler aux Africains comme à des hommes et à des femmes d'Etat responsables. Nous ne pouvons pas accueillir tout le monde.

Sur cette question de l'immigration, il y a eu beaucoup de mensonges, beaucoup d'hypocrisie. Il est facile pour des pays qui font infiniment moins que la France de donner des leçons. La France fait beaucoup et mon rôle de Président de la République française, c'est de le rappeler, à vous journalistes sénégalais, à vous journalistes français. Vous savez que je n'ai pas deux langages, je n'en ai qu'un seul. J'ai été très ému par l'accueil que m'a réservé la population de Dakar lorsque nous sommes arrivés avec le Président WADE. Mais moi, je ne viens pas en Afrique pour tenir un discours en Afrique différent de celui que je tiens à Paris. Je respecte l'Afrique et j'aime les Africains. Ma façon de les respecter et de les aimer, c'est de les écouter. C'est que j'ai fait avec le Président WADE. Il peut en porter témoignage puisque nous nous sommes vus à d'innombrables reprises lorsque j'étais ministre de l'Intérieur. J'ai écouté ses craintes et ses remarques. Par ailleurs, et vous pourrez le demander aux autorités consulaires, les listes d'attentes diminuent. Je suis très conscient des difficultés. L'Afrique est à 14 kilomètres de l'Europe et je sais parfaitement que la réussite de l'Afrique sera la réussite de l'Europe, et l'échec de l'Afrique sera le désastre de l'Europe. S'il y a un continent qui doit comprendre que nos destins sont liés, c'est le nôtre. S'il y a bien une responsabilité pour la France, c'est de faire comprendre aux Européens que les jeunes Africains ont droit au développement, à la croissance, à la formation et à l'emploi, mais pour aider leur pays, pas pour le quitter. Cela ne veut pas dire que tout le monde doit rester, ni que la jeunesse africaine est assignée à résidence. Mais comme toute les jeunes du monde, elle doit penser à développer son pays, parce que l'Afrique se développera d'abord grâce aux Africains. Et si les Africains les mieux formés s'en vont, avec qui l'Afrique se développera-t-elle ? Et sur cette question, croyez bien que j'ai beaucoup appris du Président WADE, lorsque nous en avons parlé. C'était tout à fait passionnant. Cela m'a fait évoluer sur une question dont je n'avais pas compris la profondeur, la sensibilité et l'importance. C'est très difficile pour eux : ils veulent former leurs étudiants et leurs économies, mais ils n'ont pas encore les emplois pour les étudiants les mieux formés. C'est cela que nous voulons rompre.

Question - Monsieur le Président Wade, que pensez-vous du principe de gestion concertée de l'immigration ? Est-ce réellement envisageable ?

PRESIDENT WADE - Vous savez, il faut partir du principe que nous sommes des pays indépendants. Dans des pays indépendants, certaines personnes ont été élues pour défendre les intérêts du pays. Il peut y avoir des divergences, mais l'essentiel, c'est de discuter. Aujourd'hui malgré les divergences de départ, nous sommes arrivés à la même conclusion, c'est tout. Je suis contre le fait que les élites africaines aillent s'installer en France. Il ne faut pas que l'Afrique soit pillée par l'Europe ou par les pays occidentaux donc nous sommes tout à fait d'accord avec ce plan. Et il s'agit maintenant de traduire cela de manière tout à fait concrète.

QUESTION - Comment voyez-vous la présence croissante d'autres pays que la France en Afrique et particulièrement dans son pré carré ?

LE PRESIDENT - Je n'aurais certainement pas employé l'expression « pré carré » parce que je ne la trouve pas respectueuse. D'abord je trouve que, à l'inverse de ce que j'entends dire, c'est une

très bonne nouvelle pour l'Afrique que d'autres pays que la France s'intéressent au développement de l'Afrique. Je ne vois pas au nom de quoi on pourrait porter le discours qui consiste à souhaiter le développement de l'Afrique et se plaindre que des forces nouvelles investissent en Afrique. Le « pré carré », cela n'a aucun sens.

Nous avons en Afrique des amis parce que nous avons une histoire commune et il y a des pays avec qui nous n'avons pas d'histoire commune mais que nous avons intérêt à voir se développer et se stabiliser. La géographie a mis l'Europe, et donc la France, et l'Afrique en voisins. Nous voulons aider au développement de l'Afrique. Et d'ailleurs, j'ai dit au Président WADE deux choses : la première, c'est que je voulais qu'il réfléchisse et qu'il m'aide à renouveler le format du dialogue entre la France et l'Afrique pour en faire un dialogue plus fécond, plus subtil et plus franc. Par ailleurs, j'ai dit au Président WADE que ce n'était pas normal, à mes yeux, qu'il n'y ait pas un seul représentant de l'Afrique comme membre permanent du Conseil de Sécurité. Le Président WADE, une fois encore, a dit des choses très fortes sur le sujet. L'Afrique doit être représentée parmi les membres permanents du Conseil de Sécurité. L'Afrique est la jeunesse du monde : il y a 400 millions d'Africains qui ont moins de 17 ans. L'Afrique a besoin d'amis et la France est l'amie de l'Afrique. L'Afrique francophone, bien sûr, mais la France ne s'interdit pas d'avoir des amis partout en Afrique. Au nom de cette amitié, la France veut aider l'Afrique à se développer, à s'unir, à se stabiliser et à être un continent de paix. Voilà un beau projet.

Je vous remercie